

Journée du 17 novembre 2018 : L'UPR approuve la révolte des Français mais les met en garde contre un mouvement opaque, promu médiatiquement, et qui prend grand soin de ne pas dénoncer l'UE et l'euro.

Objet :

Journée du 17 novembre 2018 : L'UPR approuve la révolte des Français mais les met en garde contre un mouvement opaque, largement promu par les grands médias, qui prend grand soin de ne jamais dénoncer le rôle de l'UE et de l'euro dans le désastre français.

Texte :

L'Union populaire républicaine (UPR) considère comme légitime la colère générale des Français contre la hausse continue du coût de la vie, qui jette un nombre croissant de nos compatriotes dans la précarité et même dans la pauvreté.

Nous approuvons leur révolte, contre la dégradation constante de leur situation en général, et contre la hausse des prix du carburant en particulier. Ce sentiment de révolte qui gagne l'ensemble de la population découle directement

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
des agissements d'un pouvoir dont la sidérante incompetence et la morgue d'Ancien Régime le disputent à l'inefficacité et à l'injustice criante de sa politique.

Cependant, l'UPR estime qu'il faut absolument aller au-delà des réactions émotionnelles et vindicatives qui se multiplient dans cette atmosphère de fin de règne dans lequel sombre déjà le quinquennat de Macron après seulement dix-huit mois.

La cause première des malheurs de la France réside dans notre appartenance à l'UE et à l'euro

Comme l'explique l'UPR depuis plus de 11 ans, les Français doivent comprendre que la véritable cause de leurs malheurs n'est pas plus Macron que ses prédécesseurs, qui ne sont plus que des présidents de la République factices. Ce ne sont plus que des pions interchangeables au service d'une oligarchie financière.

La cause première de nos malheurs collectifs réside dans l'appartenance de la France à l'Union européenne et à l'euro, qui sont directement responsables de l'appauvrissement massif de la population.

Cette camisole de force nous impose en effet une austérité sans fin, désespérante, qui se traduit par une pression fiscale toujours plus forte, une croissance économique anémiée, la multiplication d'emplois mal payés, des investissements publics toujours plus faibles et une baisse générale du niveau de vie.

Sauf pour une petite minorité d'ultra-privilegiés, dont [Macron est l'indécent porte-étendard](#), et qui l'ont fait élire.

Pour tenter une fois encore de réduire le déficit budgétaire, le gouvernement a décidé de faire les poches des automobilistes, après avoir fait celles des retraités, des fonctionnaires, sabré les budgets des ministères et réduit drastiquement les financements des collectivités locales.

Si les Français veulent mettre un terme à la spirale infernale dans laquelle leur pays est enfermé, ils doivent regarder la vérité en face, comprendre les relations de cause à effet entre les contraintes européennes et leur vie quotidienne, ne plus rêver aux lendemains qui chantent d'une mythique « autre Europe » que certains leur font miroiter depuis 61 ans, et choisir en adultes responsables de faire sortir la France de l'Union européenne et de l'euro, c'est-à-dire choisir le Frexit.

Cela implique de rompre définitivement avec le dogme européiste incarné par Macron et ses clones (UDI, MoDem, PS...).

Mais cela implique de rompre aussi avec tous les fumeux projets « d'autre Europe » présentés par M. Wauquiez, la famille Le Pen, M. Dupont-Aignan, M. Mélenchon, ou encore M. Ruffin, chacun ayant le sien et aucun ne s'étant soucié d'obtenir l'accord unanime des 27 autres États, gouvernements et parlements de l'UE, accord unanime sans lequel tous ces projets n'ont aucun autre sens que celui de mystifier la population française.

L'étrange et complet silence des « gilets jaunes » sur la responsabilité de l'UE et de l'euro

Or, l'UPR note que le mouvement dit « des gilets jaunes » ou encore du « 17 novembre » ne mentionne jamais la responsabilité écrasante de l'Union européenne et de l'euro dans l'appauvrissement de la population.

De même, il n'explique pas aux Français le coût exorbitant de l'Union européenne pour les finances publiques : au bas mot 9 milliards d'euros par an pour la seule contribution nette au budget de l'Union européenne, montant qui pourrait d'ailleurs être bien supérieur [comme l'UPR l'a déjà exposé](#).

De même, ce mouvement reste totalement silencieux sur le manque à gagner considérable pour le budget de l'État dû à l'optimisation et à l'évasion fiscales que permet la libre circulation des capitaux (article 63 du traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne). Un rapport de [septembre 2018](#) a estimé cette perte fiscale à 100 milliards

En bref, le « mouvement du 17 novembre » alias « mouvement des gilets jaunes », s'attaque aux conséquences sans s'attaquer aux causes, maintenues dans l'ombre.

Le « mouvement des gilets jaunes » est le 6^e mouvement du même genre en 7 ans

Le mouvement du 17 novembre risque donc de ressembler à bien d'autres, tantôt de gauche tantôt de droite, qui ont parcouru la société française ces dernières années, et qui ont tous eu pour caractéristiques communes :

- **de garder le silence le plus complet sur l'UE et l'euro,**
- **d'être miraculeusement et massivement médiatisés,**
- **de s'être achevés dans l'indifférence générale, sans avoir jamais apporté la moindre amélioration significative dans la vie des Français.**

Citons ainsi :

- **Mai-novembre 2011 : le mouvement des « Indignés »**, mouvement protestataire apparu en France dans la foulée du mouvement du même nom né en Espagne en mai 2011. Le nom des « indignés » fut donné par les médias et inspiré du titre du manifeste *Indignez-vous !*, écrit par Stéphane Hessel, connaissant alors d'importantes ventes en Espagne. Ce mouvement se réclama notamment des influences du Printemps arabe, se répandit progressivement, avec des variations dans les revendications et en intensité, en Grèce, moins intensivement dans le reste de l'Europe, puis aux États-Unis avec le mouvement Occupy. Ce « mouvement des indignés » présentait entre autres caractéristiques de se proclamer « horizontal », c'est-à-dire sans qu'aucune hiérarchie n'existe entre les membres du mouvement, de ne pas être lié à un parti politique ou à une organisation syndicale, et d'être non violent et d'appeler à la désobéissance civile. Mais sa caractéristique essentielle, dans tous les pays d'Europe, fut d'éluder constamment la question de l'Union européenne, de l'euro et de l'Otan. Ce mouvement cessa de mobiliser les foules fin 2011.
- **Octobre- novembre 2013 : le mouvement des « Bonnets rouges »**, mouvement protestataire apparu en Bretagne en octobre 2013 en réaction aux mesures fiscales relatives à la pollution des véhicules de transport de marchandise et aux nombreux plans sociaux de l'agroalimentaire. Ce mouvement finit par disparaître au bout de deux mois, en novembre 2013, après avoir toujours pris un grand soin de ne jamais dénoncer la responsabilité de l'UE et de l'euro dans la situation même contre laquelle il luttait.
- **26 janvier 2014 : le « Jour de colère »**, mouvement mystérieux apparu sur Internet quelques semaines avant le 26 janvier, qui prétendait fédérer toutes les oppositions à Hollande et lutter pour la liberté d'expression, et qui prit toujours un grand soin de ne jamais dénoncer le rôle décisif de l'UE et de l'euro dans la situation. Cette manifestation, dont on découvrit qu'elle se composait d'un rassemblement hétéroclite de groupuscules d'extrême-droite, se solda par un échec et n'eut pas de lendemain.
- **Avril-mai 2016 : le mouvement « Nuit debout »**, mouvement protestataire qui aurait surgi de la projection d'un film militant « ?Merci patron? » de François Ruffin, le 23 février, et qui occupa le devant de la scène médiatique pendant les mois d'avril et mai 2016. Les organisateurs prirent toujours le plus grand soin de ne jamais parler de l'UE et de l'euro, et d'interdire de façon musclée, notamment à certains militants de l'UPR, de même évoquer ces questions lors des rassemblements publics... Le mouvement Nuit Debout finit par se disperser dans l'indifférence générale.

- **5 mai 2018 : la « Fête à Macron »**, programmée à l'initiative du député de la France Insoumise François Ruffin, qui rassembla plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris depuis la place de l'Opéra jusqu'à la Bastille, invitées à protester contre Macron tout en prenant toujours grand soin de ne jamais dénoncer la responsabilité de l'UE et de l'euro dans la politique suivie, et qui ne connut pas de lendemain.

À part le dernier de cette liste (la « Fête à Macron »), une autre caractéristique commune à tous ces mouvements prétendus spontanés est d'avoir bénéficié de soutiens conceptuels et organisationnels ainsi que de financements peu clairs, et parfois carrément opaques.

Quoi qu'il en soit, l'échec même de tous ces mouvements a fini par renforcer le désespoir des Français, au point de conduire nombre d'entre eux à juger que la situation était décidément irréformable et à se réfugier dans la voie totalement inefficace de l'abstention lors des élections nationales.

Le mouvement des « gilets jaunes » présente les mêmes caractéristiques que les mouvements antérieurs

Or, à y regarder de près, le « mouvement du 17 novembre » présente bien des points communs avec tous ces mouvements.

1°) Il prend un très grand soin de focaliser la colère des Français contre le seul Macron et son gouvernement, en passant totalement sous silence le rôle décisif de l'Union européenne et de l'euro.

2°) Il est miraculeusement médiatisé : en particulier une carte interactive de tous les blocages prévus, présentée par le site Internet <https://www.blocage17novembre.com/>, est très largement reprise par les grands médias, dont la bienveillance et la précipitation à relayer ces appels à manifester tranche avec leur attitude générale de silence vis-à-vis de toute remise en cause de l'Union européenne et de l'euro.

3°) Les organisateurs, les commanditaires, l'organisation et les financements restent opaques. Le site Internet <https://www.blocage17novembre.com/> est particulièrement discret puisqu'il ne contient aucun nom, aucune adresse ni numéro de téléphone. La page destinée à l'après 17 novembre (<https://poursuivons.blocage17novembre.com/>) est, quant à elle, vierge de toute explication sur le rôle décisif de l'Union européenne et de l'euro dans le dépérissement de la France.

On notera aussi que ce « mouvement du 17 novembre », en se rebaptisant « mouvement des gilets jaunes », reprend à son compte la même tactique marketing que celle utilisée lors des « révolutions de couleur », ou celle des « bonnets rouges ».

Appuyé principalement par des personnalités de droite et d'extrême droite comme M. Wauquiez, Mme Le Pen ou M. Dupont-Aignan, le « mouvement du 17 novembre » présente donc une configuration politique proche de celle du « Jour de colère » de début 2014.

L'UPR avait, à l'époque, [expliqué](#) qu'il s'agissait d'une opération téléguidée par le FN et une partie de l'UMP d'alors, destinée à tester grandeur nature l'« union des droites » chère à Patrick Buisson. Ce dernier, désormais proche de Dupont-Aignan, n'a jamais fait mystère de son vœu de rassembler l'ex-FN et l'ex-UMP.

Tout est donc en place pour que le « mouvement du 17 novembre » serve à canaliser la colère des Français pour mieux la dévier de la vraie cause des problèmes – à savoir la « construction européenne » – et, finalement, la neutraliser. Ce mouvement disparate, incarnant une forme d'« union des droites » pourrait alors être présenté comme l'opposition à Macron, et ce dans la perspective des élections européennes de 2019. Ce qui permettrait d'occulter totalement le Frexit.

Il n'est pas exclu, par ailleurs, que, comme pour la manifestation du 1^{er} mai 2018, quelques centaines de « Black

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
bocks » parviennent à se rassembler comme par miracle pour causer des violences et discréditer les « gilets jaunes ». Ce qui aurait pour effet de faire croire que si l'on est contre Macron, c'est que l'on soutient les casseurs, le désordre et la violence.

Ce scénario, relevant d'une dangereuse et irresponsable « stratégie de la tension », s'inscrirait parfaitement dans le « story telling » développé par le chef de l'État ces dernières semaines, qui n'a pas hésité à comparer notre époque avec les années 1930, une façon de qualifier implicitement ses opposants de factieux.

Conclusion : la position de l'UPR reste toujours identique, sereine, claire et déterminée

En conclusion, l'UPR est obligée de constater que le « mouvement du 17 novembre » fait délibérément l'impasse sur le Frexit, qui est le sujet essentiel de la situation, tout comme le faisaient « les Indignés », « Nuit debout », « Jour de colère », les « Bonnets rouges » ou la « Fête à Macron ».

L'UPR, qui met un point d'honneur à mettre en garde les Français contre toutes les manœuvres politiciennes d'intimidation, de dévoiement ou de récupération, et toujours soucieuse de respecter sa Charte fondatrice, ne défilera donc pas côte-à-côte avec Mme Le Pen ou M. Dupont-Aignan – qui refusent absolument de faire sortir la France de l'UE et de l'euro -, pas plus qu'elle ne défilera côte-à-côte avec M. Wauquiez – dont le parti politique qu'il dirige a amplement prouvé que, s'il revenait au pouvoir, il conduirait exactement la même politique que celle de Macron et de son gouvernement, et pour les mêmes raisons de soumission à l'UE et à l'euro.

L'UPR ne se joindra donc pas aux « gilets jaunes » qui éludent la question décisive de l'UE et de l'euro, pas plus qu'elle ne se joindra aux « chaussettes vertes » en 2019 ou aux « écharpes mauves » en 2020 si ces énièmes créations marketing prétendent s'attaquer au gouvernement français tout en préservant l'UE et l'euro de la colère populaire. À ce propos, l'UPR appelle les Français, si souvent manipulés par de faux mouvements issus de faux opposants, à faire preuve de la plus grande circonspection avant de suivre tête baissée les mouvements protestataires ultra-médiatisés. Ils doivent méditer la formule de Talleyrand qui conseillait cyniquement aux gouvernants d'« agiter le peuple, avant de s'en servir ».

Quelles que soient les conséquences ultimes du « mouvement du 17 novembre » - qu'elles aillent du feu de paille médiatique à une révolte populaire conduisant à une crise institutionnelle, dissolution de l'Assemblée nationale ou, même, départ souhaitable de Macron - l'UPR gardera la ligne qui est la sienne depuis plus de 11 ans : avec sagesse, esprit de responsabilité et détermination inébranlable, l'UPR continuera à œuvrer pour le large rassemblement des Français sur l'objectif suprême qui ne souffre aucune ambiguïté ni aucun silence ni aucune compromission : la récupération de notre démocratie, de notre souveraineté et de notre indépendance nationales par le Frexit.

Car c'est uniquement à cette condition que nous pourrons faire ressusciter la France, que les européistes et alter-européistes de tout poil sont en train de détruire.

Pour autant, l'UPR ne restera pas inactive et les bras ballants le 17 novembre.

Nous appelons nos militants à partager plus que jamais nos analyses, ainsi qu'à [télécharger et à imprimer notre tract spécial 17 novembre 2018 mis en ligne](#), afin de le distribuer aux « gilets jaunes » en marge des manifestations du 17 novembre.

Ce tract résume nos analyses et l'impérieuse nécessité du Frexit, si les Français veulent sauvegarder leur niveau de vie, leurs acquis sociaux, leur justice sociale et leurs services publics. C'est-à-dire, le mode de vie souhaité par la grande majorité d'entre nous.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~Nous invitons tous nos adhérents et sympathisants à télécharger ce tract (en cliquant ici : <https://www.upr.fr/aider/tracts/#gallery-1>) puis à l'imprimer et à le distribuer autour d'eux lors des manifestations du 17 novembre.~~
